

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 SEPTEMBRE 1919.

Projet de loi ayant pour objet d'assurer aux travailleurs mobilisés
la conservation de leur emploi ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION ⁽²⁾, PAR M. IMPERIALI.

MESSIEURS,

Nous sommes dans la voie des justes réparations et nous voulons accueillir les légitimes revendications de nos défenseurs, dans la mesure des ressources nationales.

Après les projets de loi que la Chambre a voté et qui sont :

L'OEuvre des Orphelins de la guerre ;

L'OEuvre nationale des Invalides de la guerre ;

La Dotation au profit des Combattants de la guerre ;

La commémoration et la glorification des morts et des condamnés à mort pour la Belgique au cours de la grande guerre ;

La réintégration des Belges mobilisés dans les fonctions et emplois publics et facilitant aux mutilités, combattants, mobilisés, etc., l'admission aux fonctions et emplois publics.

Il restait encore une initiative à prendre : celle d'assurer aux travailleurs mobilisés la conservation de leur emploi dans la vie privée.

Ainsi que le fait remarquer l'Exposé des motifs, le projet s'inspire des lois analogues adoptées dans d'autres pays, spécialement de la loi française du 22 novembre 1918, qui, après une courte discussion, fut adoptée à l'unanimité par l'une et l'autre assemblée législative.

(1) Projet de loi, n° 244.

(2) La Commission, présidée par M. POULLET, était composée de MM. BOLOGNE, BRIFAUT, CRICK, COLENTAUX, IMPERIALI, MECHelynck et PIRMEZ.

L'article 1^{er} contient l'énoncé du principe fondamental de la loi. Comme dans les lois des autres pays, ce principe se trouve d'abord développé dans une série de dispositions qui dérogent aux règles du droit commun et qui sont indispensables pour rendre la loi efficace.

Ainsi, en cas de louage d'ouvrage conclu pour une durée indéfinie, le travailleur démobilisé qui a été réadmis au travail par son ancien employeur, ne pourra en principe être congédié, qu'à la condition de recevoir un préavis d'au moins trois mois (art. 6). Il est à remarquer que, dans notre pays, le délai du préavis de congé est généralement de huit jours et que, dans bien des cas, le préavis n'est pas indispensable ; sans la disposition rappelée ci-dessus, le travailleur aurait pu être obligé à quitter son emploi huit jours après y avoir été réadmis, voire le jour même, à la minute même de sa réintégration !

Autre exemple : L'article 4 stipule que l'intéressé recevra la rémunération normale et courante payée, au moment de sa réintégration, aux travailleurs de la même catégorie. L'article 1^{er} se borne, en effet, à faire revivre le louage d'ouvrage tel qu'il avait été conclu, notamment au point de vue rémunération. Or, dans les derniers temps, les salaires ont été majorés dans des proportions considérables. Si les chefs d'entreprise pouvaient rémunérer aux taux d'avant-guerre les démobilisés qu'ils réintègrent, il est évident qu'aucun de ces derniers ne songerait un seul instant à demander le bénéfice de la loi.

Citons encore l'article 11. Sous la deuxième disposition de cet article, l'employeur qui a engagé un remplaçant et qui se voit obligé de reprendre le démobilisé, se trouverait dans une situation impossible toutes les fois que l'état de ses affaires ne lui permettrait pas de garder à son service les deux travailleurs. Comme ces dispositions dérogent au droit commun, les tribunaux ne sauraient, ici, suppléer, au besoin, au silence de la loi. Leur insertion dans le projet est indispensable.

Comme les lois des autres pays encore, le texte contient, en second lieu, un certain nombre de dispositions qui, en somme, ne font qu'appliquer au projet les principes généraux du droit et les règles de l'équité.

Sans doute, il n'est pas possible de prévoir tous les cas que l'expérience pourra révéler. Encore importe-t-il de tracer aux intéressés et aux tribunaux une ligne de conduite suffisamment claire et détaillée pour que, le cas échéant, ils soient à même, sans trop de peine, d'apprécier comme il convient les divergences qui pourraient se produire. Le bien-fondé de cette méthode n'a jamais, jusqu'ici, été contesté.

Aussi bien, nos autres lois d'ordre civil, notamment la loi du 10 mars 1900 sur le contrat du travail, contiennent, tout comme le projet, bon nombre de textes de droit commun ; la proposition de ces textes y est même sensiblement plus élevée.

Enfin, toujours comme les lois analogues des autres pays, le projet comprend une troisième catégorie de dispositions, celles qui fixent des délais à observer par les parties intéressées. Le travailleur qui était engagé pour une

durée indéterminée et qui, après sa démobilisation, désire être réintégré dans son emploi, devra évidemment adresser une demande à son ancien patron. Supposons un instant que la loi ne fixe aucun délai pour l'introduction de cette demande. L'intéressé conservera-t-il indéfiniment le droit de réclamer sa réadmission ? Evidemment non. La limite sera-t-elle l'expiration d'un espace de quinze jours, d'un mois, de deux mois, de trois mois, de six mois, d'un an ? Qui le dira ? Il est facile de prévoir que, dans ces conditions, les parties intéressées seront souvent en désaccord, d'où des différends et procès qu'à tous égards il vaut évidemment mieux éviter.

Mais ce n'est pas tout. Les contestations auxquelles donnera lieu l'application de la loi seront de la compétence des Conseils de Prud'hommes, des juridictions ordinaires, des tribunaux de commerce, d'après les professions exercées par les parties intéressées. Or, pour ne parler que des Conseils de Prud'hommes, il existe en Belgique 48 Conseils de première instance et 7 Conseils d'appel. Comment, en l'absence de toute ligne de conduite tracée par le législateur, ces juridictions arrêteront-elles leur jurisprudence ? Certes, ce ne serait pas chose facile.

Sous réserve de ces explications, la Commission a l'honneur de vous proposer l'adoption du projet de loi.

Le Rapporteur,
Marquis IMPERIALI.

Le Président,
P. POULLET.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 SEPTEMBER 1919.

Wetsontwerp ten doel hebbende aan de gemobiliseerde arbeiders het behoud van hunne bediening te verzekeren ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER IMPERIALI.

MIJNE HEEREN,

Wij zijn op den weg van het rechtvaardig herstel en wij willen de billijke eischen van onze verdedigers in de maat van 's lands middelen inwilligen.

Door de Kamer werden reeds aangenomen de wetsontwerpen betreffende :

Het Werk der Oorlogsweezen ;

Het Nationaal Werk der Oorlogsinvaliden ;

De Begiftiging ten bate der Strijders van den oorlog ;

De herdenking en verheerlijking van de voor België gesneuvelden en ter dood veroordeelden gedurende den oorlog ;

De wederopneming der gemobiliseerde Belgen in de openbare ambten en bedieningen en de gemakkelijker toelating der verminkten, strijders, gemobiliseerden, enz., tot de openbare ambten en bedieningen.

Er bleef nog een initiatief te nemen : aan de gemobiliseerde arbeiders dient het behoud hunner bediening in het privaat leven te worden verzekerd.

Zooals de Memorie van Toelichting doet opmerken, steunt het ontwerp op de gelijkaardige wetten in andere landen aangenomen, bijzonder op de

(1) Wetsontwerp, n^o 244.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer POULLET, bestond uit de heeren BOLOGNE, BRIFAUT, CRICK, GOLENTAUX, IMPERIALI, MECHELYNCK en PIRMEZ.

Fransche wet van 22 November 1918, die, na een korte behandeling, door beide Wetgevende Kamers eenparig aangenomen werd.

Artikel 1 vermeldt het grondbeginsel der wet. Zooals in de wetten der andere landen, wordt het beginsel eerst ontwikkeld in een reeks bepalingen, die van de regelen van het gemeene recht afwijken en onontbeerlijk zijn om de wet doeltreffend te maken.

Zóó, in geval van verhuring van werk voor een onbepaalden tijd, mag de gedemobiliseerde arbeider, die door zijn vroegeren werkgever weer te werk gesteld werd, in beginsel alleen dan ontslagen worden wanneer hem opzegging wordt gedaan ten minste drie maanden vooraf (art. 6). Er dient te worden opgemerkt dat, in ons land, de opzegging gewoonlijk acht dagen vooraf wordt gedaan en in tal van gevallen is de opzegging zelfs niet onontbeerlijk; bij gebrek aan de hierboven vermelde bepaling had men den arbeider kunnen verplichten zijn betrekking te verlaten acht dagen na er terug in opgenomen te zijn, ja denzelfden dag, op den eigen stond van zijne wederopneming.

Ander voorbeeld : artikel 4 bepaalt dat de belanghebbende het gewoon en gebruikelijk loon zal trekken, op het oogenblik van zijn weder in dienst treden aan arbeiders zijner soort betaald. Artikel 1 bepaalt er zich inderdaad bij, de verhuring van werk te doen herleven, zooals die gesloten werd, namelijk met het oog op het loon. Nu, in de jongste tijden werden de loonen aanzienlijk verhoogd. Indien de bedrijfshoofden de weer te werk gestelde gedemobiliseerden mochten betalen tegen het loon van vóór den oorlog, dan is het klaar dat geen enkele van dezen er aan denken zou, het voordeel van de wet te eischen.

Laten wij ook artikel 11 aanstippen. Bij gebrek aan de tweede bepaling van dat artikel zou de werkgever, die een plaatsvervanger aangeworven heeft en die verplicht wordt een gedemobiliseerde terug aan te nemen, zich in een onmogelijken toestand bevinden, telkens als de staat zijner zaken hem niet zou toelaten de twee arbeiders in zijnen dienst te houden. Daar deze beschikkingen afwijken van het gemeene recht, zouden de rechtbanken hier het zwijgen der wet niet kunnen verhelpen. Het is dus onontbeerlijk die beschikkingen in de wet op te nemen.

Evenals de wetten van de andere landen, bevat de tekst in de tweede plaats een zeker aantal bepalingen die eigenlijk op het ontwerp slechts de algemeene rechtsbeginselen en de regelen der billijkheid toepassen.

Het is ongetwijfeld niet mogelijk al de gevallen te voorzien, die in de practijk kunnen voorkomen. Toch moet er voor de belanghebbenden en de rechtbanken een gedragslijn getrokken worden, welke klaar en duidelijk genoeg is opdat zij, bij voorkomend geval, in staat zouden zijn om, zonder te veel moeite, de mogelijke geschillen naar den eisch der wet te beslechten. De gegrondheid van deze werkwijze werd tot dusver nog niet betwist.

Onze andere burgerrechtelijke wetten, namelijk die van 10 Maart 1900 op de arbeidsovereenkomst, bevatten, evenals het ontwerp, tal van teksten van gemeen recht; zij bevatten er, naar verhouding, zelfs veel meer.

Ten slotte komt in het ontwerp, evenals in de gelijkaardige wetten der andere landen, een derde reeks bepalingen voor, namelijk die waarbij zijn vastgesteld de termijnen die door de belanghebbende partijen in acht moeten genomen worden. De arbeider, die voor een onbepaalden duur aangeworven was en die na zijn demobilisatie opnieuw in zijn betrekking wenscht opgenomen te worden, moet natuurlijk bij zijn vroegeren patroon een aanvraag indienen. Laat ons een oogenblik veronderstellen dat de wet geen termijn bepaalt voor het indienen van die aanvraag. Zal de belanghebbende dan voor onbepaalden tijd het recht behouden om zijne wederopneming te eischen? Natuurlijk niet. Zal hij de vraag moeten indienen binnen een tijdsverloop van veertien dagen, van ééne maand, twee maanden, drie maanden, zes maanden, één jaar? Wie zal het zeggen? Het is gemakkelijk te voorzien dat, onder die omstandigheden, de betrokken partijen het oneens zullen zijn; daaruit zullen ontstaan geschillen en processen die in alle opzichten beter vermeden worden.

Dat is niet alles. De geschillen, waartoe de toepassing der wet aanleiding zal geven, zullen beslecht worden door de Werkrechtersraden, de gewone rechtsmachten, de rechtbanken van koophandel, volgens het beroep door de betrokken partijen uitgeoefend. Nu, om slechts van de Werkrechtersraden te spreken, er bestaan in België 48 Raden van eersten aanleg en 7 Raden van beroep. Hoe zullen die rechtsmachten, bij het ontbreken van elke door den wetgever aangewezen gedragslijn, hunne rechtspraak regelen? Dat zal stellig geene gemakkelijke zaak zijn.

Mits deze uitleggingen, heeft de Commissie de eer u voor te stellen het wetsontwerp aan te nemen.

De Verslaggever,
Markies IMPERIALI.

De Voorzitter,
P. POULLET.

